ALLOCUTION DU 26/01/2016
Rassemblement Fonction Publique

Cher-e-s camarades, Bien chers toutes et tous,

Tout d'abord merci de votre présence à ce rassemblement. Il est encore temps de vous présenter, ainsi qu'à tous ceux qui vous sont chers, au nom de l'union locale CGT de Villefranche, mes meilleurs vœux pour cette nouvelle année. Que 2016 soit une année de paix, de solidarité, de liberté, de fraternité et de conquêtes sociales. En 2016 comme depuis 120 ans, ne lâchons rien ! Restons fidèles à nos combats, à nos valeurs et à nos utopies !

Nous sommes aujourd'hui rassemblés à l'appel des fédérations de fonctionnaires CGT, FO, FSU et Solidaires des trois versants de la fonction publique qu'elle soit d'état, territoriale ou hospitalière pour un service public de qualité et une nette augmentation du pouvoir d'achat. Car en effet, si la négociation salariale réclamée depuis plusieurs années devrait avoir lieu au mois de février, elle ne se présente pas dans de bonnes conditions.

En adoptant la loi de finance, la loi de financement de la Sécurité Sociale et la loi Santé pour 2016, le gouvernement annonce la couleur : La politique d'austérité va continuer. Il compte bien utiliser encore et toujours la soi-disant crise pour justifier sa politique de régression sociale généralisée.

Bien que le gouvernement s'en défende, en France, nous subissons cette politique d'austérité. Celle-ci amène pourtant à des catastrophes sociales partout où elle est mise en place, comme en Grèce, en Espagne, au Portugal... Partout, la pauvreté et le chômage augmentent, partout les services publics se détériorent, partout les retraites et les pensions baissent.

Pourtant, chaque année, le patronat bénéficie de milliards d'euros d'exonérations d'impôts et de cotisations sociales par le biais du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) et par le biais du Pacte dit de Responsabilité. Malgré cela, il en demande toujours plus et cet argent manque au budget de l'état, aux budgets des collectivités territoriales, à l'hôpital et aux comptes sociaux.

Ces milliards continuent pourtant de tomber sans contrôle dans les caisses des grandes entreprises sans pour autant servir à une relance économique et à l'emploi. Au contraire, le chômage n'a cessé d'augmenter en 2015, touchant la jeunesse et les seniors avec plus de 1 000 inscrits de plus par jour à Pôle Emploi.

Mais où passe donc tout cet argent ? Vraisemblablement pas dans les investissements, ni dans l'emploi, ni dans les salaires, ni dans la recherche et le développement, ni dans la formation professionnelle, ni dans les services publics. Ne serait-il pas allé engraisser les actionnaires toujours avides de plus de profits pendant que les salariés triment et que les artisans, les commerçants, les PME/PMI soufrent et peinent à remplir leurs carnets de commandes du fait de la baisse de la consommation, du fait du chômage, du fait des bas salaires et des faibles pensions ?

Après les reculs sociaux importants de 2015 contenus notamment dans les lois Macron et Rebsamen mais aussi du nouveau recul de l'âge de la retraite avec l'accord AGIRC/ARRCO, le gouvernement persiste dans ses démarches libérales avec son projet de réforme du code du travail alors même que sa politique aggrave le chômage et, est même contre-productive du point de vue économique.

Dans le même temps, on assiste à un durcissement du dialogue social et la criminalisation de l'action syndicale s'amplifie. Comme pour les Goodyear injustement condamnés à de la prison ferme alors qu'ils n'ont fait que défendre leurs emplois.

Les nombreuses réformes (collège, territoriale, santé...) vont avoir de graves impacts négatifs sur le service public rendu aux citoyens et de plus, elles vont encore aggraver les conditions de travail des personnels.

Les traitements (salaires) des fonctionnaires ont même diminué au mois de janvier 2016 suite à l'augmentation des cotisations retraite. La loi de finance 2016 vient entériner, à ce stade, le gel de la valeur du point d'indice bloqué depuis juillet 2010 et renforcer les effets néfastes du protocole PPCR (Parcours Professionnel Carrières et Rémunérations) et du RIFSEEP (nouveau régime indemnitaire).

Nous ont également rejoints pour cette journée d'action d'aujourd'hui : les personnels de la santé privée, de l'action sociale, de la Poste, des organismes sociaux... mais aussi les personnels de l'Éducation Nationale qui réclament l'abrogation de la réforme du collège.

Celle-ci relève d'un véritable enjeu de société et vise notamment à réduire la dépense publique. Elle ouvre la voie à l'inégalité territoriale et aux ségrégations sociales au lieu d'assurer les conditions de l'émancipation pour toutes et tous par la connaissance et l'ouverture aux savoirs.

Le rapport de force par la grève et la mobilisation dans la rue doivent permettre la réussite de la négociation de Février. C'est pourquoi les fédérations syndicales et les agents se mobilisent aujourd'hui et exigent :

- L'augmentation de la valeur du point d'indice pour compenser les pertes de pouvoir d'achat (8% perdus depuis son blocage en juillet 2010, 17 % depuis 2000)
- La création des emplois publics statutaires. STOP à la précarité ! OUI à la titularisation des contractuels !
- Le financement et la défense d'un service public de qualité
- L'abandon des réformes de régression sociale (loi santé, réforme territoriale, réforme du collège...)

Alors OUI, 2016 doit être l'année du dégel du point d'indice, du rattrapage des sommes dues, de l'augmentation des pensions et de NAO dignes de ce nom.

2016 doit être celle de l'emploi stable et statutaire nécessaire pour assurer nos missions de service public.

2016 doit être l'année de nouvelles conquêtes sociales avec une Réduction du Temps de Travail à 32H hebdomadaire. Parce que dans un pays qui compte 5 millions 600 mille privés d'emploi, pour travailler toutes et tous et travailler mieux, il faut travailler moins.

2016 doit nous permettre de reconquérir une protection sociale digne de ce nom ainsi que le retour de l'âge de départ à la retraite à 60 ans.

2016 doit être l'année d'une construction d'une paix durable pour plus d'égalités entre les peuples.

Comme je le disais en introduction, en 2016 comme depuis 120 ans, ne lâchons rien ! Menons partout la bataille idéologique, restons fidèles à nos combats, à nos valeurs et à nos utopies ! Construisons partout le rapport de force pour qu'elles deviennent réalités !